



CCN CRF
DROIT SYNDICAL
CONVENTIONNEL

AUTORISATIONS D'ABSENCES POUR RAISON SYNDICALE

PARTIE DIALOGUE SOCIAL SOUS TITRE III – Droit SYNDICAL	Type d'activité syndicale	NOMBRE DE JOURS OU D'HEURES
Article 2.3.6	2 – Participation à la commission paritaire de négociation et à la commission paritaire d'interprétation et de conciliation.	<p>Une autorisation d'absence est accordée sur convocation précisant les lieux et heures des réunions. Une demi-journée sera accordée en plus pour la préparation de ces réunions.</p> <p>Les salariés se rendant sur convocation de la Croix-Rouge française à une réunion d'une instance représentative du personnel nationale, bénéficient de délais de route dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• distance aller et retour :<ul style="list-style-type: none">– jusqu'à 600 kms : 1/2 journée.– plus de 600 kms : 1 journée.– Outremer : 2 journées
Article 2.3.6	3 – Participation aux congrès et assemblées statutaires	<p>Sur convocation écrite au moins une semaine à l'avance par leurs organisations syndicales, des autorisations d'absence sont accordées aux salariés dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• réunions nationales : maximum 5 jours de travail par an,• réunions départementales ou locales : en fonction de la durée du congrès et dans la limite de 4 jours de travail par an. <p>Étant précisé que les jours attribués par salarié mandaté prévus ci-dessus pourront être reportés sur plusieurs salariés mandatés.</p> <p>La demande écrite devra être présentée, sauf exception, une semaine à l'avance par l'organisation syndicale. Les bénéficiaires de ces autorisations, prises en une ou plusieurs fois, devront pouvoir justifier du mandat dont ils sont investis et pour l'exercice duquel ils sont régulièrement convoqués.</p>

Article 2.3.6	4 – Exercice d'un mandat syndical	<p>A concurrence d'un total de 20 jours au maximum par an, quel que soit le niveau auquel s'exerce le mandat accordées aux membres désignés par les organisations syndicales représentatives au plan national, conformément aux dispositions des statuts de leur organisation.</p> <p>La demande écrite devra être présentée, sauf exception, une semaine à l'avance par l'organisation syndicale. Les bénéficiaires de ces autorisations, prises en une ou plusieurs fois, devront pouvoir justifier du mandat dont ils sont investis et pour l'exercice duquel ils sont régulièrement convoqués.</p>
	<p>Ces absences donnent lieu à un maintien de salaire et ne peuvent s'imputer sur la durée des congés annuels. Ces absences sont considérées comme du temps de travail effectif pour l'appréciation des droits liés à l'ancienneté et à l'acquisition des congés payés.</p>	